



## ARRÊTÉ TEMPORAIRE

## LE MAIRE DE LA COMMUNE D'APT,

REF: JR/BC

N° 015672

Autorisation  
d'organiser un  
rassemblement de  
personnes au le  
plan d'eau de la  
Riaille à APT (84  
400) à l'occasion de  
la journée du Bien-  
être et détente » qui  
aura lieu le 20 juin  
2026.

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-18, L.2122-24, L.2131-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6,  
**Vu**, les articles L.211-1, L.211-2 à L.211-4, L.211-12, L.211-13 et L.211-14 du code de la sécurité intérieure,  
**Vu**, les articles 431-9, 431-10, 431-11 et 431-12 du code pénal,  
**Vu** le code de la justice administrative et notamment les articles L.421-2, R.421-1, R.421-2 et R.421-5,  
**Vu** la délibération n°3358 du 28 mars 2026 relative à l'élection de **Monsieur Jean AILLAUD en tant que Maire**,  
**Vu** la demande présentée par Monsieur Gilles RIPERT, responsable de « La Communauté des Communes du Pays d'Apt Luberon » dont le siège social est situé Chemin de la Boucheyronne à APT (84 400) afin d'organiser un rassemblement de personnes **le 20 juin 2026** au plan d'eau de la Riaille à APT (84 400) à l'occasion **de la journée du bien-être et de la détente**

**Considérant** qu'aux termes de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales, le maire est tenu de veiller à la sûreté et à la commodité du passage dans les rues et places publiques,

**Considérant** la tenue d'une manifestation le **20 juin 2026** au plan d'eau de la Riaille à APT (84 400),

**Considérant** que cette manifestation est susceptible d'engendrer la venue d'un public nombreux, qu'à ce titre, il est nécessaire de mettre en œuvre des mesures afin de garantir la sécurité du public,

**Considérant** que des dérogations de diffuser de la musique audible sur la voie publique peuvent être accordées à titre exceptionnel par l'autorité municipale lors des manifestations commerciales, fêtes ou réjouissances.

**Considérant**, que les manifestations sur la voie publique ainsi que les rassemblements sont soumis à l'obligation d'une déclaration préalable trois jours francs au moins et quinze jours francs au plus avant la date de la manifestation,

**Considérant** que la manifestation projetée n'est pas de nature à troubler l'ordre public,  
**Considérant** qu'aux termes des articles susmentionnés, le Maire est chargé de la police municipale qui a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques.

**SUR** proposition du Directeur Général des Services de la commune d'Apt,

## ARRÊTE

**Article 1** : Une manifestation **de la journée du bien-être et de la détente** est organisée le **20 juin 2026 de 10h00 à 18h00** au plan d'eau de la Riaille à APT (84 400).

**Article 2** : L'organisation de la manifestation prévue à l'article premier du présent arrêté ou au sens du chapitre 1er du Titre 1er du Livre II du code de la sécurité intérieure est soumise aux dispositions du Titre 1er du Livre II du même code.

**Article 3** : En application des textes susmentionnés en cas de trouble à l'ordre public, la manifestation sera suspendue.

**Article 4** : Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication ou affichage ou à sa notification aux intéressés ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

**Article 5** : Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un délai de 2 mois.

**Article 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes sis 16 avenue Feuchères - CS 88010 30941 - NÎMES cedex 09, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera remise à :

- Monsieur le Préfet du Département de Vaucluse,
- Monsieur Gilles RIPERT, responsable de « La Communauté des Communes du Pays d'Apt Luberon ».

**Article 9 :** Le Directeur Général des Services de la collectivité d'Apt, le Commandant de la Brigade Territoriale d'Apt de la Gendarmerie Nationale, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à APT, le 13 mai 2026.

Monsieur le Maire d'Apt,  
Jean AILLAUD

